

L'impôt—Loi

économique, une idéologie fraternelle par le biais d'un gouvernement libre exprimait nos principes humanitaires, et c'était l'aspect social de la démocratie.

A mon avis, cela doit continuer aujourd'hui. Le système de la libre entreprise et notre système social sont interdépendants; ils s'appuient l'un sur l'autre. Il est impossible de vivre dans une collectivité sans tenir compte des besoins des autres membres de cette collectivité. Il existe déjà trop de pressions dans notre vie quotidienne qui minent les rapports et les conditions qui favorisent le bien commun du pays.

S'il y a une chose qui devrait rendre une personne méprisante à ses propres yeux, du moins à mon avis, c'est de vivre une petite vie mesquine à une époque comme celle-ci. Bien entendu, nous faisons face à bon nombre des problèmes qui existent dans la plupart des démocraties du monde occidental. Il y a l'inflation, le chômage et les taux d'intérêt élevés. Nous devons maintenir l'équilibre entre le progrès économique et la protection de l'environnement. Il existe des problèmes de disparité économique régionale et de pauvreté, et nous le savons. Les gens de la classe moyenne ont aussi parfois l'impression d'être exploités et on a parfois le sentiment qu'il existe un gouffre entre les citoyens et le gouvernement. Je n'essaierai pas de prétendre que nous nous sommes attaqués à ces divers problèmes avec toute la sagesse voulue, mais nous ne pouvons pas éviter les difficultés et les problèmes de la vie en nous repliant sur nous-mêmes, en disant simplement «moi d'abord» et en nous refusant rien. C'est le moment de chercher un équilibre plus harmonieux de la libre entreprise et des programmes sociaux, favorisé par un gouvernement démocratique et humain.

Quelqu'un a dit que chaque génération doit recréer la démocratie. Cela vaut tant pour le régime économique de liberté d'entreprise que pour la liberté sociale. La recréation doit porter sur tout. Pour établir un régime économique solide, les sociétés démocratiques doivent motiver leur population et lui donner la possibilité d'améliorer son sort. Pour faire régner un régime social solide, elles doivent motiver les gens et leur offrir des programmes pour aider autrui. Il faut des deux pour que notre démocratie survive.

Dans l'examen de ce bill, je constate qu'il n'est qu'un élément du défi financier global qui se pose à nous aujourd'hui. Mais il faut comprendre que le gouvernement doit avoir les mains libres pour créer les programmes sociaux dont la société a besoin et que très souvent elle réclame. Parallèlement, il faut que le secteur privé ait les mains libres pour créer les richesses qui permettent entre autres choses à la société de prospérer. En fin de compte, le bilan gouvernemental, l'équilibre entre les recettes et les dépenses témoignera de la mesure dans laquelle cette liberté a été donnée.

Il n'y a pas lieu d'être pessimistes, car nous sommes le produit d'un fier héritage, et nos performances ne s'accomplissent pas sous la contrainte. Ceux qui ont édifié ce pays étaient des architectes de la liberté qui ont osé voir grand. Ils ont rédigé des lois qui protègent les libertés en même temps qu'elles créaient des mécanismes nouveaux. Il faut faire comme eux, si nous voulons que notre nation toute entière se réalise pleinement.

Oui, monsieur le président, nous représentons une foule de préjugés, d'espoirs, de blessures et d'erreurs. Peut-être que trop souvent il nous arrive de trop compter sur des choses qui ont

manqué à d'autres pays à d'autres époques. Mais si nous ne faisons pas attention, si nous gaspillons trop, si nous sous-estimons la complexité des tâches à accomplir, si nous avons trop confiance en nous-mêmes et que nous ne nous refusons rien, si nous cherchons à tromper les autres en exigeant d'eux plus que nous n'exigeons de nous-mêmes, si nous ne savons pas comprendre les leçons—je veux parler de la grande crise économique—que l'histoire nous donne au sujet de la géographie du territoire et de l'esprit des Canadiens, nous gâcherons fatalement cette chance qui est peut-être la plus grande que Dieu ait jamais donnée à un peuple.

C'est en nous-mêmes, monsieur l'Orateur, qu'il nous faut opérer un changement fondamental; les Canadiens doivent changer d'attitude pour soutenir un gouvernement qui, par ses mesures législatives, en sollicitant le pouvoir d'emprunt visé par le bill à l'étude, montre qu'il se soucie du bien du pays, car il allie un esprit de libre entreprise au souci de venir en aide à ceux qui en ont vraiment besoin. Quel autre pays dans le monde actuel offre des programmes sociaux comme les nôtres pour assurer le bien-être de ses citoyens? Les problèmes dont j'ai parlé plus tôt sont graves, cela ne fait aucun doute, mais ils le seraient bien davantage si les gouvernements libéraux antérieurs n'avaient pas mis en œuvre les programmes sociaux dont bénéficient maintenant bien des citoyens pour assurer leur subsistance quotidienne.

Des voix: Bravo!

M. Burghardt: Monsieur l'Orateur, dans un pays comme le nôtre, nombreux sont ceux qui non seulement veulent dénoncer les carences mais aussi proposer de nouvelles solutions. Cette voie n'est pas toujours facile à suivre, et elle est parsemée d'obstacles. Mais armé de volonté et de ténacité, nous allons pouvoir survivre. Par conséquent, en étudiant ce projet de loi qui porte un pouvoir d'emprunt supplémentaire, il me semble que nous devons considérer le rôle des créateurs et des distributeurs de la richesse et tenter d'en arriver à un harmonieux équilibre entre les deux groupes.

● (1540)

M. Ted Miller (Nanaïmo-Alberni): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que j'interviens dans le débat sur le bill C-93, loi modifiant certaines lois fiscales et prévoyant d'autres sources de financement. Fondamentalement, il s'agit d'une mesure législative destinée à extorquer davantage d'argent aux contribuables de notre pays pour que le gouvernement puisse financer son incompétence économique.

L'orateur précédent, le député de London-Ouest (M. Burghardt), a dû parler d'un autre gouvernement que de celui qui est actuellement au pouvoir dans notre pays. S'il pense que son gouvernement compatit avec nos concitoyens et s'il a lui-même leurs intérêts à cœur, je voudrais qu'il vienne s'entretenir dans ma circonscription avec certaines des personnes qui m'ont écrit et qui sont intervenues auprès du ministre des Finances (M. MacEachen) pour qu'il apporte des changements à son budget et qu'on les aide à trouver du travail. Les déclarations que le ministre des Finances a faites tant hier qu'aujourd'hui pendant la période des questions ne me rassurent nullement. On lui a demandé quels nouveaux programmes économiques le gouvernement avait l'intention de mettre en œuvre à la suite de l'annulation des mégaprojets qui auraient donné du travail à